

Flavie Holzinger
11 septembre 2006

L'atlas du Monde diplomatique

L'Atlas du monde diplomatique, Armand Colin, 2006.

Quels ont pu être les objectifs de l'Atlas publié par *Le Monde diplomatique* en février 2006 : cartographier la mondialisation ou l'antimondialisation ? Réaliser un travail de synthèse cartographique ou un outil au service de l'engagement altermondialiste ?

L'Atlas du Monde diplomatique est une publication au format magazine de 194 pages en couleur, où chaque sujet est traité sur une double page contenant un texte de synthèse associé à des documents iconographiques : cartes, illustrations et graphiques. Dans son éditorial, Ignacio Ramonet juge ce travail de synthèse cartographique comme indispensable à une compréhension sérieuse de la réalité mondiale. Son originalité réside, selon lui, dans le fait qu'il aide à percevoir « *les relations et les interactions entre des phénomènes situés dans des sphères différentes [comme] entre l'économie et l'écologie, ou entre le commerce et l'action militaire, ou entre l'environnement et les mouvements sociaux, ou entre l'histoire et les affrontements des hommes* ». En fait, plus que de mettre en lumière les interactions entre différents domaines, cet atlas met en avant la prédominance de la raison économique dans la plupart des phénomènes actuels. L'atlas regroupe également de larges thèmes développés à la manière du mouvement altermondialiste comme, par exemple, le catastrophisme environnemental, les inégalités Nord/Sud, la remise en cause du modèle libéral, la contestation de l'unilatéralisme et de l'impérialisme américain.

Dans la première partie, c'est sur le désordre environnemental qu'entend alarmer l'équipe rédactionnelle de cet atlas. Dans la double page 24/25, l'idée principale est que les grandes compagnies industrielles ne se préoccupent guère de l'environnement : le profit prime sur les risques écologiques et la sécurité sanitaire. De plus, ces firmes profitent de la situation du Sud dans la mesure où elles s'y implantent afin de bénéficier de réglementations moins sévères que dans les pays développés. Dans les pages suivantes, les pays riches sont dénoncés comme étant les plus pollueurs et ceux qui, paradoxalement, s'engagent le moins en matière d'écologie. Une autre idée mise en avant est l'absence de politique cohérente des pays du Nord à l'égard des pays du Sud. Cet atlas use donc largement des grands paradigmes géographiques du Nord et du Sud. En dénonçant les fléaux de la mondialisation, les collaborateurs de cet atlas utilisent parfois des cartes caricaturales.

Dans une double page intitulée « *La lutte contre la faim, un échec programmé* » (p.30), les cartes présentées sont destinées à montrer les responsabilités du Nord dans la sous-alimentation des pays du Sud : ce que l'on en retient est que le Nord laisse littéralement mourir le Sud. Les cartes de cet atlas ont sans doute été pensées pour choquer les consciences et alerter l'opinion. Mais ces responsabilités n'incombent pas directement et systématiquement aux pays développés dans la mesure où la loi de l'économie est dénoncée comme bien plus forte que la raison d'Etat ; ce sont les acteurs économiques et plus précisément les firmes multinationales qui sont directement mises en cause. Les auteurs omettent qu'actuellement la faim représente encore une arme politique. En effet, les famines constituent aussi de véritables phénomènes politiques (guerre en Angola, au Mozambique, en Somalie, volonté de certains

dirigeants d'affaiblir ou d'éliminer des minorités comme au Liberia, en Ethiopie ou au Darfour). La page consacrée aux OGM (p. 32), suggère que consommateurs comme citoyens ne savent pas tout et que la manipulation des grandes firmes industrielles y est grandement responsable.

Le choix éditorial de cet atlas réside dans la présentation de cartes descriptives d'une situation dans un domaine particulier associées à des textes militants engagés sur de grands thèmes ; des exemples simples et précis sont donnés pour illustrer d'avantage l'argumentation. On peut en effet retenir cet exemple flagrant de la page 36 : « *Les 250 milliards de dollars engloutis de 2002 à 2005 par les Etats-Unis dans leur guerre contre l'Irak auraient permis de répondre aux besoins de santé de l'ensemble de la population mondiale pendant... six années !* ».

La première particularité de cet atlas est qu'il fait partie d'une entreprise de diversification des publications, entreprise par le mensuel *Le Monde diplomatique*. Il s'ajoute au bimestriel *Manière de voir*, à la coédition de livres, aux cédéroms permettant la consultation des archives du journal et aux nombreuses éditions en langues étrangères. De plus, *Le Monde diplomatique* est l'instigateur de plusieurs projets (diffusés par des éditoriaux d'Ignacio Ramonet) proches de l'altermondialisme : l'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens, ATTAC, et le Forum social mondial. Le mensuel a participé à la création de ces organisations et des rédacteurs y ont détenu, ou détiennent encore, des postes de direction. En cela, *Le Monde diplomatique* fait bien partie du champ militant. *Le Monde diplomatique* a pu être un des vecteurs permettant la communication dans le réseau altermondialiste. Ces éditions en langues étrangères (57 éditions internationales en 23 langues) et son site Internet ont pu être de bons moyens permettant de sensibiliser des individus et des groupes à l'échelle planétaire. L'équipe du journal est dans une stratégie d'insertion internationale, d'où l'importance d'une publication comme cet atlas.

Le second dossier, « *Une nouvelle géopolitique. Le monde de l'après 11 - septembre* », développe l'idée du changement des politiques, des attitudes et des peurs depuis les attentats de 2001. Ces évolutions ne sont pas présentées comme résultant de la menace terroriste, mais comme les conséquences de la stratégie des Etats-Unis en réponse à ce terrorisme. C'est donc la politique américaine qui aurait bouleversé la géopolitique mondiale. Dans cette deuxième partie, c'est bel et bien l'impérialisme, l'unilatéralisme et l'hégémonie américains qui sont dénoncés. A la page 46, par exemple, une seule carte représente les diverses formes de résistance au niveau mondial à la puissance américaine (représentation des opinions publiques défavorables aux Etats-Unis associée à la représentation des pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, à celle des victoires électorales des gauches en Amérique latine, à celle, enfin, des défections de membres de la coalition américaine en Irak). Cette carte est associée à une cartographie intitulée « *Les années Al-Qaida* » constituée des attentats ou des tentatives d'attentats de l'organisation terroriste sur laquelle sont également situés les interventions militaires américaines et les pays ayant conclu un accord avec la CIA. Dans ce dossier, tous ceux qui sont susceptibles de s'opposer aux Etats-Unis ou qui rejettent le modèle libéral intéressent les auteurs de cet atlas : c'est un appel à la contestation contre ce qui est considéré comme l'Empire colonial américain.

Des exemples très représentatifs sont choisis : un diagramme superpose les milliards de dollars de dépenses militaires et le budget, beaucoup moins conséquent, concédé à l'aide publique au développement dans une dizaine de pays les plus développés. L'impression qui s'en dégage est donc saisissante quoique quelque peu démagogique. Dans cette deuxième partie, c'est une nouvelle fois un paradigme qui est utilisé pour traiter de la nouvelle

géopolitique post-11 septembre, celui de la politique unipolaire de l'unique hyperpuissance américaine.

Un autre acteur fondamental de la mondialisation est mis en avant dans cette partie, il s'agit des multinationales. Acteur puissant, présent de manière transversale dans toute l'argumentation de l'atlas, il est traité de manière plus précise dans les pages 56/57 à travers l'exemple de Wal-Mart, et, aux pages 76/77, à travers celui de Murdoch. Les manipulations politiques, la corruption, l'exploitation de la main d'œuvre bon marché, la concentration des grands groupes de presse, la course au profit sont ainsi dénoncées.

Dans cette partie, censée soulever des problématiques géopolitiques, on peut regretter quelques absences. En effet, un développement plus conséquent du débat européen aurait pu être réalisé, les cartes pouvant s'avérer utiles pour réfléchir à la notion d'espace, de territoire et de frontière. D'autres questions ne sont également pas posées comme les revendications nationalistes ou encore les mouvements régionalistes en Espagne, en Italie ou en Belgique, par exemple.

Une remarque sur l'emploi du terme géopolitique dans cet atlas et du recours à la démarche qui lui est associé : selon Yves Lacoste, est géopolitique tout ce qui relève des rivalités de pouvoir « sur » le territoire, mais pas nécessairement « pour » le territoire, c'est-à-dire tout ce qui relève des rivalités d'actions ou d'influences. Pour comprendre ces rivalités, il ne faut donc pas tenir compte uniquement de l'intérêt de tel ou tel territoire, il faut également tenir compte de la manière dont les protagonistes se représentent les choses. Concernant la mondialisation, on observe que les rivalités de pouvoir entre firmes et organisations se trouvent mues par des intérêts (mis en évidence dans cet atlas) mais aussi par des représentations, différentes et spécifiques, ce qui est malheureusement occulté dans l'atlas. Le phénomène planétaire qu'est la mondialisation devrait être pris en compte dans une démarche beaucoup plus large que ses implications socio-économiques.

Dans la troisième partie de *L'Atlas*, « *Mondialisation, gagnants et perdants* », il est question d'économie et de ses répercussions dans la société. Ici tout particulièrement, il s'agit d'un atlas politisé contre la libéralisation de la société. Des pages 84 à 87, les auteurs s'attachent à un des thèmes chers à l'engagement altermondialiste : la dette des pays pauvres. Le « *fondamentalisme* » de la politique du FMI concernant la crise de la dette est ainsi dénoncé. Un tableau récapitulatif de la politique d'aide au développement et de la politique concernant la dette stigmatise l'hypocrisie des bonnes intentions des institutions financières internationales.

Après les dégâts sur l'environnement, l'écrasement des pays pauvres, les inégalités, un des autres effets néfastes de la mondialisation est la désolidarisation. Les pages 88/89 donnent l'exemple des retraites et l'augmentation des fonds de pension à contributions définies dans les pays les plus riches (carte p.88) et particulièrement aux Etats-Unis (diagramme p.89). La mondialisation est décrite comme un marasme, une nébuleuse incontrôlable, sans limite et sans règle.

Tout particulièrement dans cette partie, les auteurs se laissent aller à des simplifications, des facilités et des raccourcis dogmatiques. Aux pages 102/103, une carte situe les 500 milliardaires de la planète, évidemment concentrés dans les pays de la Triade. Le chapeau de l'article est volontairement provocateur : « *Les populations pauvres de la planète sont trop nombreuses pour qu'on s'intéresse à elles [...]. Mieux vaut parler des riches.* ». De la même

manière, à la page 105, un diagramme intitulé « *Inventaire* » compare les dépenses colossales américaines en parfums au coût annuel de la guerre en Irak, aux dépenses mondiales pour la publicité, au budget des Etats-Unis, les dépenses pour l'aide au développement n'en ressortent dès lors que plus marginales. Comment ne pas tirer alors la conclusion que c'est uniquement faute de volonté que la pauvreté dans le monde n'est pas enrayerée ?

Régulièrement dans les textes, les auteurs rappellent les terrains sur lesquels les altermondialistes doivent se concentrer (ex. p. 93, 95, 107) et encouragent les combats sociaux pour faire changer « *un modèle économique structurellement générateur de pauvreté* » (p.104). Cela se ressent particulièrement dans une double page consacrée à la régression du droit des femmes (p. 114/115). Cette régression est expliquée comme étant « *en premier lieu produites par les choix des politiques économiques à l'œuvre* » : au Nord, elle serait due au démantèlement des systèmes publics de protection sociale, et, au Sud, aux programmes d'ajustement structurel. Les facteurs religieux, historiques, politiques ne sont pas suffisamment développés pour un thème pour lequel ils semblent pourtant fondamentaux.

La particularité de cette publication réside dans son organisation. Contrairement à d'autres ouvrages du même genre, cet atlas ne balaye pas la totalité des pays de façon exhaustive mais entend plutôt donner des éléments de réflexion sur différents thèmes. *L'Atlas du Monde diplomatique* est organisé en cinq thématiques, ce qui permet dès lors de s'engager selon une ligne éditoriale. Les trois premières parties ne se concentrent pas sur un territoire à proprement parler, mais tentent plutôt de cartographier le phénomène de la mondialisation. En réalité, ce sont surtout les limites et les dégâts de la mondialisation que l'on trouve dans cet atlas. De plus, le risque de cette organisation en approche globale du monde (dans une vision économique et sociale) est de moins s'intéresser aux particularités des territoires. Cet examen critique de la mondialisation privilégie deux échelles d'analyse, l'échelle mondiale et l'échelle locale. Il utilise pour ce faire beaucoup les métaphores spatiales « Centre/périphérie », « Nord/Sud » : les premiers ayant un principe autonome de développement contrôlant économiquement et politiquement les seconds qui se trouvent être dans une relation de dépendance (configuration dénoncée comme impériale). L'engagement de cet atlas explique donc le traitement et l'analyse sur deux échelles différentes. Or, la mondialisation est un terme international, la globalisation n'invalidant pas totalement les échelles étatiques (exemple de Kyoto non mis en œuvre). La mondialisation est encore fondée sur les relations d'Etats à Etats. Il faut donc nuancer le niveau de mondialisation car la proximité garde encore sa valeur : les échanges commerciaux se font encore largement avec les pays voisins. Les firmes transnationales ne sont que des acteurs de la mondialisation. Certes, elles détiennent un pouvoir considérable, mais il n'existe pas une entreprise mondiale ; les entreprises, même transnationales, ont besoin d'une base étatique pour se développer. En effet, elles constituent des produits territoriaux et géographiques et s'adaptent à la culture du pays. Il faut relativiser l'idée de marché mondial unique, de culture-monde. Preuve en est : les tentatives pour créer des produits mondiaux ont échoué ; les goûts et modes de consommation varient d'un pays à l'autre. De plus, il faut nuancer l'idée de disparition de prise de décision des Etats. Il convient, au contraire, de souligner leurs responsabilités, les multinationales gardant en fait des bases nationales fortes. Les organismes internationaux, comme le FMI ou l'OCDE, sont bien des organismes supra étatiques mais liés aux Etats. D'autre part, s'il est fondamental de s'inquiéter de la situation dans laquelle les pays pauvres se trouvent, il ne faut pas seulement les considérer comme condamnés à s'adapter au libéralisme mais souligner aussi les responsabilités des gouvernants.

Après ces deux premières parties s'attachant à une approche globale de l'état de la planète, la quatrième et la cinquième partie se concentrent sur certaines régions en particulier. La partie 4, « *Ces conflits qui persistent* », se focalise sur des zones de conflits ou de tensions précises. Pour ce faire, la plupart de ces points sont abordés par des journalistes spécialistes des régions dont il est question.

Une bonne partie de ce dossier est consacrée au monde arabe, thème cher à la rédaction du *Monde diplomatique* : Alain Gresh et Dominique Vidal, respectivement rédacteur en chef et rédacteur en chef adjoint au moment de la préparation de cet atlas, ont d'ailleurs fait partie de la direction de l'ouvrage. De ce fait, le traitement et l'analyse sont conformes au traitement de l'information dans le mensuel. On retrouve un bon nombre de cartes historiques pour expliquer l'origine des conflits, ainsi que plusieurs autres cartes sur les ressources énergétiques de la région justifiant les intérêts étrangers, en particulier américain, sur cette partie du monde. La ligne éditoriale concernant le conflit israélo-palestinien et la guerre d'Irak est fondée sur des postulats simples : il s'agit de guerres de conquête coloniale, ayant placé des peuples opprimés sous un régime d'occupation. Les territoires sous occupation sont d'ailleurs cartographiés de manière très précise à l'aide des éléments symbolisant cette domination (les bases militaires américano-britanniques au Proche-Orient (p.121), les colonies israéliennes, le mur de sécurité en Cisjordanie et le morcellement des entités palestiniennes (p. 123)).

Ce dossier consacré aux conflits persistants s'achève par une double page intitulée « *Poussières d'empires* », consacrée au reste de la colonisation (thème chéri par *Le Monde diplomatique*). Il est alors ici question des îles de l'Océan indien, de l'Océan Pacifique et de la mer des Caraïbes. Ces îles sont rarement abordées sous l'angle de la colonisation. Ces « dépendances » sont stigmatisées dans une utilité de bases militaires et de paradis fiscaux.

La dernière partie de cet atlas « *Irrésistible ascension de l'Asie* » commente la dynamique du développement asiatique. En effet, dans ce dossier asiatique, l'angle privilégié est essentiellement celui de l'économie et du social. Des croquis de cartes y sont particulièrement originaux. La page 168, une ébauche de carte, illustre les représentations de Pékin de son environnement régional, ses atouts, ses concurrents, son influence, ses projets selon sa vision proprement chinoise. Même principe page 170, la première carte est manuscrite. Le cartographe se met dans la peau d'un habitant de New Delhi. Dans cette perspective ce sont les liens multilatéraux, économiques, commerciaux et diplomatiques qui sont mis en évidence. Les ambitions japonaises sur le plan international sont perceptibles sur la carte manuscrite « *Le monde vu de Tokyo* » p.182. La dernière double page de l'atlas, intitulée « *Un musulman sur cinq vit en Asie du Sud-Est* », rappelle, grâce à une carte sur la diversité religieuse et une autre sur les débuts de l'Islam dans la région, que la cohabitation de communautés de confessions différentes en Asie du Sud-Est est ancienne. Le commentaire relativise le fondamentalisme islamique, jugé marginal, ne servant parfois que de prétexte à l'opposition à la loi de l'économie-monde et semble dénoncer la stigmatisation de ce fondamentalisme depuis le 11 septembre.

Un regret est à noter dans l'organisation pratique et la mise en page de cet atlas : l'absence du nom de l'auteur pour chaque article et document. En effet, les auteurs sont indexés qu'à la fin de l'ouvrage, obligeant ainsi les lecteurs à effectuer un « va et vient » continu.

L'Atlas du Monde diplomatique est loin de répondre aux critères classiques des atlas, mais il répond à sa propre logique : celle d'une publication parallèle à la version mensuelle d'un

journal politisé, engagé et militant. Pris comme tel, le lecteur pourra certainement y trouver des pistes de réflexion et des éléments d'analyse pour en tirer lui-même « une compréhension sérieuse de la réalité mondiale ». A ce titre, le pari d'Ignacio Ramonet dans son éditorial semble rempli.

Compte rendu : Flavie Holzinger (doctorante à l'Institut Français de Géopolitique)

© Les Cafés Géographiques - cafe-geo.net